



Au fil des Mobilisations

NLA a sillonné le département pour donner la parole à des salariés, des étudiants... en lutte.

P 4

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 900

4 novembre 2010

prix: 0,70 €

Acquis sociaux, emploi, éducation, solidarité, démocratie, laïcité, intégration, quartiers, santé ...



Il casse la FRANCE

■ La jeunesse mobilisée

Une jeunesse consciente qui refuse de vivre moins bien que ses aînés

P 2

■ Commémorations de Châteaubriant

Témoignage de Pierre Laurent

P 3

■ Désengagement de l'Etat

Les réseaux de l'insertion par l'activité économique en danger

P 5

■ Culture communiste

Le dernier ouvrage de l'auteur nantais régis Antoine : la culture communiste en France de 1920 à l'aube du XXI^{ème} Siècle

P 6

■ Parcs Naturels Régionaux

Véronique Mahé, conseillère régionale et présidente de la commission culture au parc naturel régional de Brière tire la sonnette d'alarme



P 7

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Aujourd'hui, Les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce sont des milliers d'abonnés ou de lecteurs occasionnels.

Abonnements, diffusion militante:

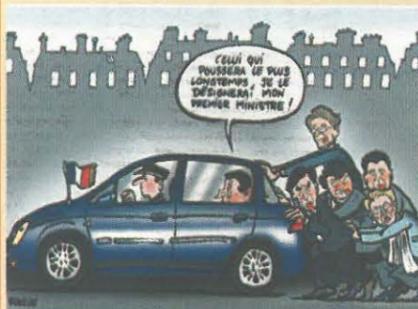
Participez à la diffusion des Nouvelles de Loire-Atlantique!

Pour tout renseignement : 02 40 35 03 00 ou nlapublicite@orange.fr

L'actualité politique...

EN BREF

N'importe quoi...



A la veille d'un remaniement ministériel annoncé, chacun y va de son compliment. **On entend ainsi tout et surtout n'importe quoi.** Jean-Louis Borloo serait ainsi le ministre qui a été celui de la cohésion sociale. Il connaît forcément bien les problématiques sociales. Cela ne vient pas d'un cireur de pompe, quoi que, mais d'un conseiller, « social » de Sarkozy...

Un autre monde...

Est-ce que Jean François Copé viserait une nouvelle responsabilité ministérielle. A en croire ses propos, pour plaire au petit prince, il n'y a pas de doute... Si les flics ne savent pas compter aussi loin que le nombre de manifestants, le président du groupe UMP à l'assemblée nationale, franchi une nouvelle étape en déclarant « que pour l'essentiel le pays est paralysé par une poignée d'extrémistes ». Hallucinant, non ?

Pacé pour l'austérité

Lors de leur rencontre à Deauville, Sarkozy et Merkel n'ont pas fait que du cinéma à en croire les décisions prises. **Ils veulent modifier le traité de Lisbonne pour introduire « des sanctions politiques » contre les pays qui jugeraient trop « laxistes » sur les plans d'austérité** et de lutte contre les déficits. Ils priveraient ainsi du droit de vote les pays qui ne s'engageraient pas sur des plans de super austérité... Tout un programme...

Attali me voilà

Chargé par le locataire de l'Élysée d'un rapport sur les finances publiques, l'ancien conseiller économique de Mitterrand, Jacques Attali n'y va pas par quatre chemins, **il reprend 25 propositions qui se sont ni plus ni moins que celles défendues par le pouvoir en place.** Tout y passe, la retraite, la sécu, les services publics, les acquis sociaux. Défaut de vision...non...déchéance politique tout simplement...

Paroles d'évangile

Ce n'est pas nous qui le disons, ce sont les « échos » ce quotidien économique « bien pensant » qui écrit que les entreprises du CAC 40 se sont remises du krach économique de 2008. Elles ont retrouvé leur magot et **disposent de quelques 146 milliards d'euros de trésorerie**, de quoi combler plusieurs fois le financement du système de retraite, tout simplement...

Point de vue

par Mireille PERNOT

Le mouvement de luttes actuel montre, dans son évolution, sa diversité, son élargissement, ses slogans, que l'« opinion publique » se transforme en « conscience collective ». Une forme de conscience de classe de notre temps, peut-être ? Même après le coup de force du gouvernement au Sénat, les menaces et arrestations de militants, la mobilisation ne va pas s'arrêter là. Nous vivons une forme de lutte que nous n'avons jamais connue. Ça n'est pas « grève et occupation générale ». C'est au

« Un Pacte d'Union Populaire utile à ceux qui luttent »

contraire, chaque jour, **chacun qui trouve la façon d'apporter sa pierre au mouvement commun.** Le monde du travail, les jeunes, font preuve d'inventivité pour additionner, faire converger les actions et durer. Ainsi, grèves reconduites se conjuguent avec grèves perlées, blocages, barrages filtrants, piqueniques, manifs du samedi en famille, pétitions, AG et actions dans les lycées et la Fac, organisation de collectes...

L'accueil fait au PCF, à ses militants, ses élus, dans les manifs et piquets de grève dénote une grande attente d'apport politique. Plus de 6.000 signatures sur la pétition dans le 44. Nous le devons sans doute à notre investissement clair et déterminé depuis le

début du combat sur les retraites, et à la qualité de nos propositions. Outre la taxation des revenus financiers, celle visant à pénaliser les entreprises qui ne font que des temps partiels, parle aux gens sur leur quotidien, particulièrement aux femmes et aux jeunes. Nous sommes là, en phase avec leur « vraie vie ». Et la vision médiatisée de nos députés déposant les 150 000 signatures à l'ouverture du débat à l'Assemblée Nationale nous aide.

Il s'exprime un fort besoin de politique, de choix alternatifs à porter ensemble. L'état d'esprit n'est pas « 2012 - l'alternance va tout régler », ni « PS traîtres - aucun espoir de changer ». C'est plutôt une forme d'espérance lucide, et des exigences très fortes ! Cela donne la hauteur de l'ambition à fixer au Pacte d'Union Populaire. Le Pacte d'Union Populaire passera par le Pacte d'union des travailleurs. **Offrons à tous ceux qui luttent et organisent la lutte des lieux d'échange, de construction collective de la réponse politique aux enjeux auxquels ils sont confrontés dans leur entreprise et la société.** Ouvrons partout des ateliers partagés pour une coproduction politique utile à leur combat quotidien et leur avenir !



Les Jeunes et les retraites

A la suite de l'entrée des lycéens, le 12 octobre, dans le mouvement contre la casse des retraites, la droite a accusé la gauche de manipuler la jeunesse et brandit l'épouvantail des « casseurs ». Et les ténors de l'UMP de tenter d'enrayer le mouvement en essayant vainement de convaincre que « la réforme est faite pour les jeunes » (dixit le ministre de la Jeunesse et des Solidarités actives). Peine perdue. Les jeunes ne sont pas dupes. Les slogans clamés dans les cortèges, comme le désormais fameux « les jeunes au boulot, les vieux au repos », témoignent de leur conscience aiguë

des conséquences du texte gouvernemental, et notamment du recul de l'âge légal de départ à la retraite, sur leur situation actuelle, déjà difficile, en particulier au niveau de l'emploi. De fait, le taux de chômage des jeunes actifs de quinze à vingt quatre ans a atteint 21% en France.

Et derrière la question des retraites, c'est plus fondamentalement le refus de vivre moins bien que leurs parents qui mobilise les jeunes. La situation est inédite et il serait vain de chercher des comparaisons dans le passé. De plus, depuis une trentaine d'années, les jeunes étaient les grands absents de la vie politique voire de la vie syndicale. L'atomisation

de la situation des jeunes salariés dans des entreprises de plus en plus petites, l'arrivée d'Internet et des entreprises virtuelles a précairisé une grande majorité de jeunes. Cela a forcément des effets sur la syndicalisation et l'expression politique. Ce qui est intéressant dans la participation actuelle des jeunes au mouvement, dans le droit fil du rejet du traité constitutionnel européen en 2005, c'est la possibilité d'une prise de conscience que **s'ils ne participent pas eux-mêmes à la vie politique, celle-ci se fera sans eux et en leur défaveur.** La réalité de ce mouvement est la colère de la jeunesse. Mais cette colère et ce sentiment d'injustice ne sont pas simplement

LES JEUNES SONT-ILS MANIPULÉS PAR LE PS ?



dirigés contre Sarkozy. Quelle que soit l'issue du conflit, il faudra se rappeler que les problèmes de la jeunesse sont devant nous et non derrière nous. En cas de victoire de la gauche en 2012, celle-ci aura une obligation de résultat.

YV

De vous à moi...

Dieu, que Marianne était jolie quand elle chantait dans les rues de Paris « ça ira, ça ira, ça ira »... Si nous chantons aujourd'hui ce refrain, avouons le, il y a de l'amertume dans notre voix. Qu'es-tu en effet devenue ma pauvre Marianne depuis que Sarko t'a prise dans ses bras. Où sont les valeurs qui ont fait de toi ce qui faisait notre fierté, toutes ces références profondes aux mots liberté, égalité, fraternité.

Ta vie, jadis, a été parfois tumultueuse, tu as été battue, maltraitée, détournée, mais aujourd'hui... ils se servent de toi pour rétablir ce que tu avais su abolir : les privilèges, la loi de l'argent, celle des riches.

Parlons aujourd'hui sous le règne du monarque Sarkozy 1er, du mot liberté : quand on emprisonne pour participation à une manifestation, quand on méprise 70 % du peuple qui réclame d'autres lois et d'autres droits. Parlons aujourd'hui sous le règne du représentant des grandes fortunes du mot égalité quand on saigne le peuple, au nom de je ne sais quel déficit public pour mieux servir les riches, quand on arbore le bouclier fiscal, le CAC 40 contre les travailleurs pour que le fric fasse encore plus de fric.

Parlons enfin de fraternité sous le règne d'un pouvoir en déclin quand on déclare que la jeunesse n'a pas à manifester, que les femmes et les jeunes doivent continuer à être précaire et que les « vieux » peuvent continuer à effectuer un hypothétique travail jusqu'à 67 ans.

Parlons enfin de l'homme quand on déclare réquisitionner le travailleur en grève dans la raffinerie au nom du sacro saint principe d'un service public qui est, dans le même temps, en proie aux foudres du patronat... A qui le tour demain...

Mais Marianne, tu peux redevenir ce que tu étais, tu peux même être encore plus belle qu'hier, tu peux demain répondre à nos attentes. Nous ne te laisserons pas...

Y. C.

Y.C.

...en Loire Atlantique.

VITE LU
VITE DIT

RETRAITES Mobilisations du 28 octobre

Les médias, quelques jours avant la mobilisation, jouant plus les madame Irma de mauvais augure que les journalistes soucieux de la réalité sociale, prévoient déjà de faibles mobilisations et la fin du mouvement après que l'UMP ait, comme un seul homme, voté son injuste réforme. Pourtant, près de 90000 personnes étaient présentes dans les rues de notre département ! 2 Millions dans toute la France après deux mois de mobilisation dont les formes ne cessent d'évoluer ! 66% des français continuent de soutenir le mouvement ! Les jeunes communistes de Loire Atlantique, quant à eux, appellent la jeunesse à « continuer la lutte ». La jeunesse, disent-ils, « a conscience des enjeux liés à cette réforme » et sait que « 85% du financement de celle-ci reposera sur les travailleurs ». Ils seront donc, tout naturellement de la mobilisation le 6 novembre prochain.



Commémoration de Châteaubriant

■ Faire vivre les valeurs de la résistance

Le 24 octobre dernier, 2500 personnes sont venues rendre hommage aux 27 fusillés du camp de Choisel livrés aux fusils allemands. Des fusils de la honte, contre la liberté, l'égalité et la fraternité. Des fusils et des balles meurtriers avec la complicité d'un Etat français vicié. 69 ans plus tard, lors de la cérémonie officielle, le silence, l'émotion, ont remplacé le bruit des balles. 69 ans plus tard Odette Nilès, toujours aussi combattante, fulmine à la tribune contre un gouvernement destructeur, piétinant



les acquis sociaux issus des combats de la résistance.

Après la cérémonie, la scène installée au cœur de la sablière s'est animée : « destinations inconnues » ; femmes, hommes et enfants, militants politiques communistes ou gaulistes, syndicalistes, juifs, tziganes, homosexuels... le regard perdu, montent dans un train de marchandise. Destinations inconnues, la mort et le chaos. Les cérémonies, qui ont été un hommage aux camarades trop tôt disparus, ont été aussi, un moment de solidarité avec les salariés en lutte contre la réforme des retraites : les militants communistes ont récolté pas moins de

500 euros dans leur caisse de solidarité.

L'an prochain les cérémonies auront pour thème « tous les Guy Môquet du monde ».

Présent lors des cérémonies de Châteaubriant, Pierre Laurent, nouveau secrétaire national du PCF a répondu à quelques questions de NLA.



NLA : Qu'est ce qu'évoquent ces commémorations pour toi ?

Pierre Laurent : Ce sont des commémorations auxquelles je suis très attaché d'abord pour y avoir participé longtemps comme jeune communiste ! C'est avec une émotion particulière comme secrétaire national du PCF que je viens honorer un des moments fondateurs de l'influence et du rayonnement des idées communistes et des idées de la résistance dans ce pays. C'est un moment très fort auquel j'attache toute son importance et c'était essentiel pour moi d'être ici, quelques moi après mon élection comme secrétaire national du PCF.

NLA : Dans cette période de casse des acquis sociaux, ces commémorations prennent un sens particulier ?

Pierre Laurent : Dans ces cérémonies ont toujours été très présents les idéaux de la résistance, idéaux qui ont débouché sur le programme du Conseil National de la Résistance qui a fondé les grands

traits de la république sociale et démocratique dans laquelle nous vivons aujourd'hui. Les luttes qu'il y a dans le pays en ce moment pour la défense des retraites et d'une manière générale pour la défense des acquis sociaux, des modèles sociaux issus de la résistance donnent une actualité toute particulière à ces cérémonies. Ce n'est pas un hasard, je crois, si l'on retrouve dans les luttes actuelles à la fois tout le pays et toutes les générations confondues. La France reste profondément attachée aux valeurs qui ont animé ceux qui sont mort dans la carrière. C'est une leçon de voir comment après tant d'années ces valeurs là restent aussi enracinées dans le pays. Cela signifie que le pays conçoit encore son avenir en se projetant dans les valeurs qui ont fondé les combats des résistants de l'époque et qui fondent aujourd'hui encore les grands combats sociaux.

■ L'HUMA Café : Les classes populaires et la politique

Entre les fréquentes séances de travaux que constituent les manifestations actuelles, L'huma café le 15 octobre a offert un moment de réflexion, avec le recul nécessaire, sur les classes populaires et leurs relations à la politique. L'invitée- la sociologue Annie Collovald- y consacre une grande partie de ses travaux. Elle a exposé combien la présentation du FN comme premier parti ouvrier lui paraît être l'expression d'un mépris, d'un véritable racisme social de la part des élites (« salauds de pauvres »). Elle démonte

ces thèses du « gaucholepénisme » et « l'ouvriéro-lepénisme » preuves à l'appui et montre qu'en fait le premier parti ouvrier est celui de l'abstention.

Le débat, très riche, avec de très nombreuses questions et remarques dans le public a permis de mettre en évidence la complexité de ce phénomène de l'abstention, des effets de la désindustrialisation, des responsabilités de la gauche elle-même dans la désaffection des classes populaires, de la crise du militantisme, de la professionnalisation de la politique, du recrutement du « personnel politique », du nouveau lexique (la « classe ouvrière » a disparu des discours, remplacée par « les gens », de comment se construit le vote, de l'importance du lien social, de la poussée du vote d'extrême droite en Europe, des sondages, des évolutions du monde paysan etc.

Cf. Les ouvrages d'Annie Collovald *Le « populisme du FN », un dangereux contresens* Editions du Croquant, *La démocratie aux extrêmes* La Dispute.

Prochain café citoyen le 26 novembre avec Yvon Quiniou: *Morale et politique*

■ En finir avec la répression du Mouvement social

Après les arrestations arbitraires et la répression du mouvement syndical à St-Nazaire, de lourdes condamnations ont été prononcées. Aymeric SEASSAU, secrétaire départemental du PCF s'est rendu devant le tribunal de Nantes le 27 octobre dernier en soutien au camarade cheminot

« condamné pour l'exemple ». L'argent qu'ont récolté les communistes dans leurs caisses de solidarité sera d'ailleurs mis à la disposition de ce camarade.

Le secrétaire départemental du PCF s'était également, quelques semaines plus tôt, adressé au préfet afin de lui demander de prendre des mesures d'apaisement afin que les manifestations puissent se dérouler dans le calme.

« Monsieur le préfet,

A l'issue des dernières mobilisations contre la réforme des retraites un certain nombre de manifestants ont à nouveau été interpellés à Saint-Nazaire, certains condamnés à de lourdes peines.

La fin des manifestations nazairiennes donne trop souvent lieu à des interpellations policières frappant des jeunes ou des militants syndicaux venus exprimer leur mécontentement sans violence et

dans le respect des traditions républicaines.

Le gouvernement, en refusant de dialoguer avec les organisations syndicales est le seul responsable de la situation de conflit qui traverse le pays. Il est temps d'entendre le mécontentement qui s'exprime et l'exigence largement majoritaire d'un retrait de cette réforme des retraites injuste et inefficace.

Il n'est pas concevable que la seule réponse de l'Etat à ce mouvement d'ampleur soit la répression.

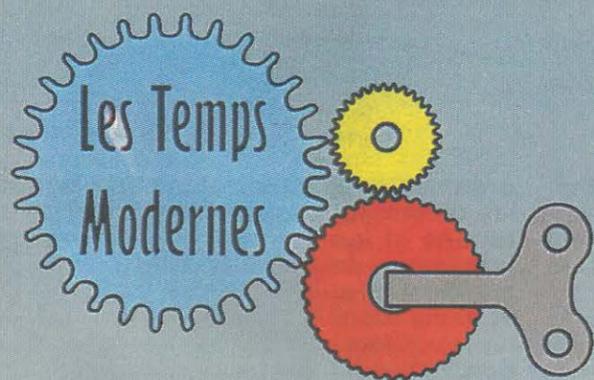
C'est pourquoi je vous demande instamment au nom des communistes de Loire-Atlantique et de leurs élu-e-s de prendre des mesures d'apaisement afin d'assurer le bon déroulement des prochaines manifestations à Saint-Nazaire. Plus un seul manifestant ne doit connaître l'arrestation, la prison, les jugements expéditifs et les peines disproportionnées !

Pleinement acteurs de la mobilisation politique et sociale en cours, les communistes de Loire-Atlantique et l'ensemble de leurs élu-e-s sont solidaires des manifestants arrêtés ces dernières semaines et demandent l'annulation des peines prononcées à leur encontre.

Veillez agréer, Monsieur le préfet, l'expression de mes salutations républicaines. »

PUBLICITÉ

Jouets faits de métal, de bois ...



13 rue du Château 44000 Nantes
02/51/82/83/59 06/60/85/00/33
glaziou@cegetel.net

Le dossier.

Mouvement des retraites

Unité syndicale, solidarité entre générations...

Paroles de manifestants

" Actuellement à la recherche d'un emploi d'ouvrier paysagiste, je descends dans la rue à chaque manif pour lutter contre cette réforme injuste qui ne garantira plus à tous le droit à une retraite décente. Pour moi, il est important de



Jean-Baptiste MERCIER, 25 ans, au chômage

défendre le système par répartition pour garantir aux générations futures une société solidaire. Aujourd'hui, expliquer aux jeunes qui sont au chômage qu'ils devront cotiser plus longtemps alors que le financement des retraites coûte de moins en moins cher, ce n'est pas crédible. Ce n'est pas à 67 ans que l'on pourra exercer notre métier surtout quand il est physique !"

" Je suis étudiant à l'université de Nantes en géographie dans le but de me former pour trouver un emploi. Aujourd'hui cette réforme bouche l'horizon de beaucoup de jeunes. La durée de formation s'allonge et pour beaucoup d'entre nous être titulaire d'un master ou d'un doctorat devient un boulet pour s'insérer sur le marché du travail (manque d'expérience, salaires trop élevés). L'université n'est pas coupée du monde, c'est pour cela que les jeunes descendent dans la rue en soutien aux salariés. Cette réforme est intergénérationnelle, elle touche tout le monde. Le blocage, il est dans la tête du gouvernement, c'est pour cela que je me mobilise. Pour renverser la vapeur !"

Pascal Berland, 19 ans, étudiant



Echos des actions

" Nous n'arrêtons pas d'entendre, nous les jeunes, « allez donc travailler avant de vous occuper de vos retraites... ». Mais malheureusement le travail nous n'en avons pas et cette réforme ne fait qu'accentuer ce chômage. C'est pourquoi j'ai souhaité manifester pour que ce gouvernement entende notre mal-être actuel et notre peur d'un avenir précaire et difficile. Alors OUI, voyez-vous, les retraites font parties intégrantes de notre actualité et nous devons nous battre pour conserver nos droits."

Gabriel Mainard, Sans Emploi

" La réforme des retraites du gouvernement suscite le mécontentement général, on demande aux salarié(e)s de travailler plus pour que les plus aisés s'enrichissent davantage. Cette réforme est une injustice, elle remet en cause les conquêtes sociales des générations précédentes et enfermera les jeunes dans le chômage. Je me suis mise en grève le 12 septembre, je suis déterminée à la poursuivre en sachant ce que cela implique. Je gagne 1700 euros par mois, avec l'augmentation du coût de la vie, qu'en sera-t-il au moment de faire valoir mes droits à la retraite ? "

Annie BOUZOUNAC, Agent administrative SNCF



Au lycée Aristide Briand de Saint-Nazaire



Jeudi 8h30, il fait froid devant le Lycée. Les entrées sont bloquées par des barrières de foule. Sur le parking un feu est allumé, autour, une bonne cinquantaine de garçons et de filles commentent les « 1013 oui, obtenus en AG, en faveur de la grève ».

« C'est dur mais on ne lâchera pas. Sarkozy, c'est vraiment la galère » lance Philippe. « Dans un an, j'aurais le droit de vote et je saurais m'en servir » lance-t-il déclenchant les cris et les rires. Pryam explique, en faisant de grands gestes, que, « bien sûr », elle

se bat pour ses parents mais aussi pour elle : « Quand j'aurais 60 ans, je veux pouvoir vivre, profiter et voir grandir mes petits enfants ». Fabien est « foncièrement » contre cette réforme « qui fait toujours payer les mêmes ». Et puisque NLA est le journal des communistes, il veut leur préciser que « les communistes, il ne les connaît que depuis deux semaines, depuis qu'il les voit dans les manifs ». Il se demande même s'il ne va pas, un jour, les rejoindre par ce que, « quand on a 17 ans, on a besoin



Malgré le blocus, un millier devant la raffinerie

d'avoir des idéaux et les moyens de les défendre ». Jeudi 15 h 30 pour se rendre à la raffinerie de Donges, il faut prendre les petits chemins à travers champs car les CRS bloquent tous les accès. Ils sont pourtant un bon millier à avoir forcé le blocus. « La raffinerie est à nous scandent les manifestants. » Fabrice David, le nouveau secrétaire de l'union locale CGT de Saint-Nazaire informe de l'ampleur du mouvement et de la détermination des salariés de tout le bassin d'emploi nazairien. Il propose « de reprendre pacifiquement le contrôle des

Tandis que brûlent les pneus

« stocks stratégiques de Sarkozy ». Après un appel à la grève générale repris en chœur par la foule, tout le monde part organiser une gigantesque opération escargot sur la nationale. Jeudi 12 h, ils sont quelques cinq cents sur le terre-plein

devant les Chantiers navals. Il y a là les territoriaux, les hospitaliers, les enseignants, les salariés des impôts et ceux de Pôle Emploi, d'Airbus de Man Diesel, de la



navale... Les pneus enflammés brûlent sur le rond point. Aurélie qui travaille chez Airbus est entourée de ses copains. Elle dit que « si le gouvernement cherche le découragement, il se gourde, c'est la colère qui monte. S'il cherche le pourrissement, il est mal parti car le mouvement s'étend et même si on ne peut pas, tous les jours, faire grève chacun cherche, tous les jours, une façon de participer ».

La gauche en mouvement



Les partis de gauche ont rappelé, à Nantes et St Nazaire, leur soutien au mouvement social contre la réforme des retraites. Ils se félicitent de son extension ce qui exprime, pour eux, le refus de l'immense majorité des citoyens de devoir subir une loi injuste et inefficace. Ils ont appelé à se rassembler à l'occasion de dépôt d'une adresse au Président de la République à la Préfecture et sous-préfecture. Cette motion exige le retrait du projet de loi de réforme des retraites et l'ouverture de négociations avec les

organisations syndicales. Elle condamne les recours aux forces de l'ordre, les arrestations et les jugements de manifestants, et demande leur libération.

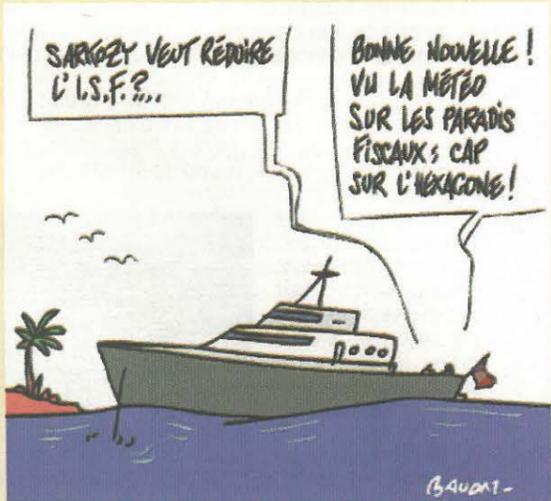
Ils ont prévu de se revoir d é b u t n o v e m b r e pour les suites à donner.



Le social au cœur.

PRENONS NOTE...

Le front de la contestation s'élargit



71% des Français souhaitent la suppression du bouclier fiscal et 64% sont "plutôt opposés" à celle de l'ISF (BVA).

Les droits sociaux : des droits de l'Homme à part entière

Dit la Ligue des Droits de l'Homme dans un communiqué qui appelle à manifester le 6 novembre aux côtés des salariés et de leurs organisations syndicales pour défendre un système de retraite solidaire. Elle se félicite du maintien de l'unité d'action nécessaire pour rappeler au gouvernement que le système par répartition est le seul à garantir les droits pour tous. Dire aujourd'hui que la baisse du montant des retraites est inévitable, c'est passer sous silence l'effrayante inégalité des revenus et des patrimoines. Et c'est surtout refuser de répartir différemment des richesses toujours aussi concentrées dans les mains d'une minorité de plus en plus étroite qui est l'objet de toutes les attentions des gouvernants actuels.

Prix Sakharov: une mascarade

Dénoncée par Marie Christine VERGIAT, Députée Front de Gauche au Parlement européen. La conférence des Présidents a choisi d'attribuer le prix Sakharov au dissident cubain, M. Guillermo Farinas. C'est la 3^{ème} fois depuis 22 ans que le Parlement européen décerne ce Prix à des dissidents cubains. C'est un vote purement politique et non mathématique comme cela a été déclaré, alors qu'un choix consensuel aurait pu être dégagé. L'ONG israélienne "Breaking the Silence" tout comme l'Ethiopienne Mme Birtukan MIDEKSA méritait largement autant ce prix.

Il est inadmissible que le choix soit fait à huis-clos par la conférence des présidents. C'est par un vote public en séance plénière que ce prix devrait être décerné !

Conseil d'Etat légitime le fichage biométrique des Roms

Le gouvernement peut poursuivre en toute quiétude le fichage biométrique des Roms, de tous les autres étrangers bénéficiant de l'aide au retour, ainsi que de leurs enfants. Le Conseil d'Etat a du se sentir encouragé par l'annonce de la Commission européenne le 19 octobre d'abandon d'une procédure d'infraction contre la France pour non respect de la Directive sur la libre circulation. Dès le lendemain, il donnait carte blanche au gouvernement pour poursuivre son fichage et sa traque des étrangers, ressortissants communautaires ou non.

Ainsi, les données pourront être conservées 5 ans, délai de loin supérieur à la prescription de l'action publique en matière contraventionnelle (1 an) voire délictuelle (3 ans). Rappelons qu'il s'agit uniquement d'éviter qu'un « péculé » de 300 euros soit indûment accordé plus d'une fois ! De même, la collecte de 10 empreintes digitales est à rapporter aux 2 seules empreintes exigées par la réglementation européenne en matière de passeports biométriques, dont les enjeux sont tout de même plus sérieux !

L'ETAT NE VEUT PLUS AIDER LES CONTRATS AIDES

L'année 2010 se termine mal : malgré la crise sociale, malgré la perspective d'un chômage élevé et durable, malgré la montée irréductible de l'exclusion, l'Etat multiplie les restrictions de crédit en matière sociale : le Préfet de Loire-Atlantique vient d'annoncer qu'il reste très peu de postes de « contrats aidés » à accorder d'ici la fin de l'année. Pour 2011, la baisse devrait être de 20 %.

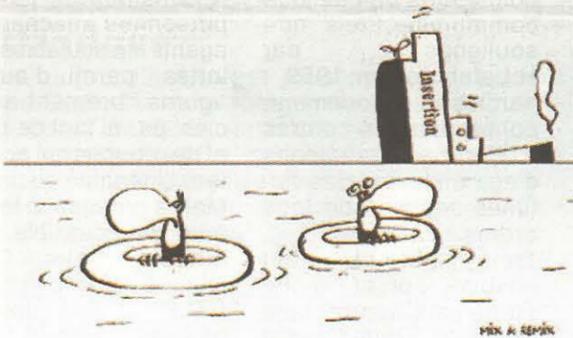
Les activités d'insertion par l'activité économique sont pourtant indispensables pour éviter la disqualification définitive d'une partie des demandeurs d'emploi et la relégation accrue des personnes en situation d'exclusion.

Les associations et entreprises d'insertion sont aujourd'hui en grande difficulté : moyens rationnés, insuffisants, au mieux reconduits, mais pas revalorisés depuis de

nombreuses années. Le système de tri des personnes inscrites au RSA (revenu social d'activité) fait que des postes existants restent vacants : les personnes qui pourraient en bénéficier sont tenues à l'écart. Il y a urgence à donner des réponses en termes de moyens, dès le budget de 2011, pour poursuivre à son niveau actuel l'activité d'insertion.

Les quatre grands réseaux de l'insertion par l'activité économique ont remis une déclaration commune aux ministres. Une campagne de mobilisation de tous les élus a été lancée pour durer jusqu'à l'adoption finale du budget 2011.

Tout ça c'est « la faute à la crise ». Mais qu'est-ce qui a provoqué cette crise ? La gloutonnerie des banques, le cynisme de la finance internationale. C'est à eux de payer ! Pas aux catégories populaires les plus défavorisées.



Travailleurs roumains : victimes, pas coupables !

La presse vient de se faire l'écho d'une enquête de police et d'une procédure pénale qui ont abouti à ce que des dirigeants d'une entreprise du bâtiment ont été mis en examen pour "travail illégal et conditions de travail et d'hébergement contraires à la dignité humaine". Les victimes seraient une cinquantaine de travailleurs roumains exploités et soumis à des conditions intolérables. Parmi les co-responsables de cette situation scandaleuse qui a des ramifications en Loire-Atlantique, la presse évoque "au moins cinq entreprises du BTP en France". Alors qu'ils sont victimes, non pas coupables, quinze roumains viennent de faire l'objet d'une obligation

de quitter le territoire français. Ils seront donc probablement expulsés dans un délai très proche. Ces salariés ont des droits à faire valoir vis à vis de leur employeur et des donneurs d'ordre établis en France pour lesquels ils travaillaient. Ces entreprises devraient logiquement être condamnées à de lourdes indemnités. En voulant expulser ces travailleurs roumains exploités, l'Etat les empêche de faire valoir leurs droits. Leurs employeurs ne risquent que des condamnations pénales qui seront insignifiantes par rapport aux profits réalisés. L'intersyndicale CGT-CFDT-FSU-SOLIDAIRES et le collectif Unis Contre une Immigration Jetable

Fermeture du service de pensions de La Baule : INADMISSIBLE



En effet, sans informer les 200 salariés concernés (agents, auxiliaires, personnel du restaurant administratif...), le ministre Châtel convoquait, le 19 octobre, Maire et Député de La Baule pour gérer la fermeture et acheter le bâtiment ... dès 2011. Les 2 élus n'ont pas pu s'y rendre en raison des mouvements sociaux...

Ce service gère l'ensemble des pensions des personnels de l'Éducation nationale. Il y a peu de temps, le député PRIOU et le Maire METAIREAU, tous deux UMP, disaient avoir reçu du gouvernement des assurances sur la pérennité de ce site et des emplois concernés. Menteurs ou naïfs ?

S'il fallait encore un justificatif à l'action, le gouvernement nous l'a donné. Le Parti communiste, ses militants, ses élus, seront au coté des salariés en lutte contre la casse du service public, pour la sauvegarde de la protection sociale et des retraites.

La section du PCF de la Presqu'île Guérandaise, ses élus, dénoncent et s'opposent à la décision du gouvernement de fermer définitivement le service des Pensions du ministère de l'Éducation Nationale de La Baule.



(UCIJ) dénoncent cette situation. Ils demandent que les pouvoirs publics fassent tout ce qui est possible pour que les salariés exploités soient mis en situation de faire valoir leurs droits vis à vis des entreprises de BTP pour lesquelles ils ont travaillé. Pour cela, ils ne doivent pas être renvoyés en Roumanie

contre leur volonté. Par ailleurs l'intersyndicale et le collectif exigent que toutes les responsabilités soient établies afin que la procédure pénale n'inverse pas la culpabilité en l'attribuant aux salariés à la place des entreprises qui s'enrichissent grâce à de tels trafics de main d'œuvre.

Evènements, culture, idées.

La Culture communiste en France Maître ouvrage de Régis Antoine

L'auteur précise d'emblée que « cet essai a pour but de présenter la culture communiste et progressiste-révolutionnaire au sein du régime capitaliste français – qu'on appelle libéral ou néo-capitaliste – c'est-à-dire face à un ensemble d'intérêts et de pressions qui s'exercent dans leur milieu naturel, celui de l'inégalité sociale et de rapports de classes érigés en système. Seront rappelées les luttes, initiatives et réponses, depuis le congrès fondateur du P.C.F. en 1920 et après lors de moments majeurs du mouvement social, jusqu'à l'aube du XXI^e siècle ». La suite est à la hauteur d'un tel projet, dans un maître ouvrage de celui qui fut professeur des Universités, spécialiste, notamment, de la littérature antillaise.

Mais, si l'approche est certes littéraire, l'analyse proposée ici va bien au-delà, n'ignorant pas les autres domaines de la pensée, dont la philosophie et la sociologie, pour répondre à cette question : de quoi parle-t-on quand on évoque la culture communiste ? En partant du principe que, « en dépit d'une gestion prétendument apaisée, le monde de la culture n'échappe pas à la réalité des luttes de classe ».

Une première série de chapitres est consacrée à l'approche de quelques questions thématiques, sortes de "fondamentaux", non figés, de la pensée militante communiste, d'hier

à aujourd'hui. Telles que l'inégalité sociale, l'idée de peuple et de classes, la pensée subversive face à l'idée de nation, les luttes et les répressions de par le monde capitaliste. L'auteur y souligne, par exemple, qu'« il y eut des moments de l'histoire, des situations où l'irruption honnête, non truquée ni instrumentalisée, du concept peuple, procéda de conditions socio-politiques et d'aspirations collectives incontournables ». Ne sommes-nous pas à l'un de ces moments clés où « le "peuple" ressurgit » ?

Un chapitre central est dédié à l'analyse des caractéristiques spécifiques du militantisme communiste. S'il y est rendu l'hommage qui convient aux grands dirigeants historiques du PCF (Cachin, Thorez), ainsi qu'aux grandes personnalités scientifiques marxistes (Joliot-Curie, Henri Wallon, Paul Langevin, Marcel Prenant), l'auteur rend aussi un vibrant hommage aux "cadres-cibles", car dit-il, sans être « imagiers d'une seule chapelle (...) cadres ou non, les militant(e)s du P.C.F. dans leur immense majorité ne se renorgueillissent guère, ne se regardaient pas dans la glace après avoir été au

premier rang des manifestations, repérés, matraqués, avant d'entraîner la partie la plus avancée d'une population fragile ou douillette, laquelle ne s'engageaient qu'après de longues explications et stimulations ». Il rap-

Régis Antoine

La Culture communiste en France



pelle à ce sujet les points forts de l'éthique communiste, tels que soulignés par H.Lefebvre, en 1959 : hardiesse, dévouement, cohérence des centres d'intérêt et des raisons d'agir en faveur des victimes sociales de tous ordres.

Trois auteurs font ensuite l'objet d'une étude plus approfondie encore : Paul-Vaillant Couturier, Paul Nizan, et Aimé Césaire comme exemple même de "la rébellion d'un commu-

niste colonisée". Enfin, un ultime chapitre consacré à la question du stalinisme, est l'occasion de revenir « sur la rupture avec un épisode stalinien forços, et sur la nécessité pour ce parti de ré-exprimer solennellement cette rupture qu'il a officialisée depuis un tiers de siècle. La conviction est désormais acquise de s'en être libéré ; encore convient-il de parer à l'esprit de contentieux, entretenu par les manœuvres de l'adversaire social ».

En conclusion l'auteur ne cherche évidemment pas à cacher que « son propos a été subjectivement engagé », s'agissant d'un parti qu'il connaît bien de l'intérieur. Il lui est d'autant mieux

apparu comme « constitué de tant de personnes attachantes, agents indiscutables des luttes, parmi d'autres agents librement associés, parmi tant de gens et de groupes qui acceptent l'inégalité sociale ». Maître ouvrage, à la fois érudit et accessible, d'un auteur "fraternel" - comme cela s'entend au P.C.F. - fort utile à tou(te)s.

Régis Antoine, La Culture communiste en France (1920-2000), Ed. Le Temps des Cerises, 2010, 226 p., 15 €.

LIRE

Palestine : exil et retour

Ce livre de Suzanne el Farrah el Kenz, est un coup de cœur et de poing, « afin que l'oubli ne soit pas une tare dans une terre à l'histoire millénaire ».

Cette "histoire palestinienne" est d'abord le récit du sinieux périple de ses exils successifs dans divers pays : l'Egypte, l'Arabie Saoudite, l'Algérie, la Tunisie et, finalement la France, où elle est aujourd'hui professeur de langue à Nantes. Son parcours palestinien, fait d'éloignement et de retours, s'articule autour de deux visites, dans la maison maternelle,

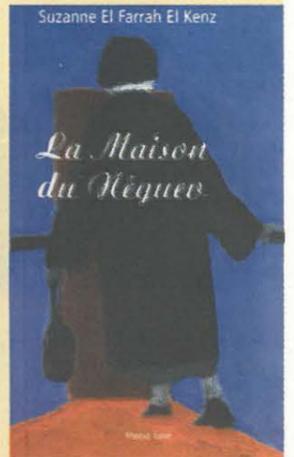
« la maison de Beer Sheva, petite ville à l'entrée du Néguev, petite ville parmi tant d'autres. Toutes avec des maisons, toutes avec des histoires de napperons, de fauteuils, de plats, de garçons, de filles, de famille et j'en passe. Toutes perdues. Toutes fichues ? Pour nous, grand perdants et perdus ».

Ce récit culmine ensuite dans un magnifique chapitre central – intitulé "Ghazza l'obsession, 2009" – véritable apostrophe : « Ghazza, je me souviens, je ne sais pas comment, mais je me souviens. J'ai été nourrie de ce souvenir, je l'ai entretenu toute mon existence et, cela, tu le sais bien, toi, ma cruelle Ghazza. Je t'ai dans la peau, mémoire encombrante, et moi, de mon côté, réfugiée lointaine mais présente, je te harcèle encore et encore. Présente, je lève toujours la main pour toi. Diasporisée, ostracisée, mais je n'abdique pas, je me réclame de toi ».

Suit un récit sensible d'un voyage "touristique" de retour en Palestine, avec son fils Anis. « J'ai vu et visité, dit-elle, bien des villes, arpenté des routes, des chemins des campagnes ? Je me suis imprégnée de leurs couleurs, de leurs odeurs, de leurs bruits. Hébron, Beïtlehem, Beit Sahour et tant d'autres ». En soulignant : « je me suis souvent dit que c'était peut-être mon dernier voyage là-bas, que je ne pourrai plus jamais y retourner. Curieusement, au fond de mon cœur, la Palestine a toujours été à la fois espoir et terreur. Et j'ai toujours rêvé d'un pays où tout serait simple, ordinaire ».

Un récit émouvant, à échelle humaine, un livre fort qui en dit long sur les blessures ouvertes de l'exil palestinien.

Suzanne el Farrah el Kenz, La maison du Néguev, Ed. Pleine Lune, 2010, 144 p., 20,95 €.



VOIR...



Jacques Demy

"Les Parapluies de Cherbourg", "Lola", "Une chambre en ville"... Le cinéaste nantais Jacques Demy a marqué le cinéma français. 2010 marque à la fois le cinquantième anniversaire du tournage de "Lola" et le vingtième anniversaire de sa disparition, le 27 octobre 1990. Nantes lui rend hommage. Des projections dans les cinémas nantais, suivies de rencontres, permettent de découvrir ou retrouver toute sa filmographie. Des conférences, des soirées musicales autour des musiques de ses films, un parcours dans la ville évoque les lieux de leur tournage, et un bus de la TAN est décoré sur les thèmes de son cinéma. Médiathèque J.Demy, 24 quai de la Fosse Jusqu'au 26 février 2011

MÉDIAS

Nouveau web pour le PCF

Selon Frank Mouly, responsable de la communication électronique, une nouvelle "plate-forme" du PCF sur Internet devrait être opérationnelle courant novembre. Elle hébergera les organisations du Parti, nationale et fédérales, mais accueillera aussi des sites individuels, de militants, d'adhérents, de sympathisants. Partageant plus facilement du contenu : documentation, actualité, matériels, etc.

Dans cet espace commun, il sera plus facile de croiser des thèmes identiques, et de retrouver à

travers mots-clés et flux syndiqués tout ce qui s'y écrit à propos, par exemple, de l'école. Chaque site restant autonome, l'objectif est de mutualiser, de mettre en réseau le potentiel militant. Il s'agit d'être mieux ancré dans l'actualité, de donner des éléments de sa compréhension, de relayer les informations des autres sites ; la ligne rédactionnelle va être revue pour être plus lisible et plus claire, valorisant l'activité des élus, et les bonnes pratiques militantes. Il s'agit donc de construire un nouveau média, alter-

natif et de masse, à partir de l'opportunité qu'offre



Internet. Certes, la fracture numérique existe toujours, mais Internet se trouve déjà dans vingt millions de foyers, faisant partie de la vie de tous les jours, et contribue à la formation du jugement politique de nombre de citoyens. Cette mise en réseau

répond à un besoin de communauté, de collaboration et à une forte attente de contribution individuelle, une volonté d'auto-publication, de produire sa propre information à travers blogs et réseaux sociaux. Contre la mainmise de grands médias, l'individu se sent

habilité à dire sa vérité sur sa localité, son entreprise. Cette énergie doit se retrouver dans la plate-forme. Pas seulement pour s'informer, mais pour s'inscrire dans l'action, disposer d'un outil pour s'organiser, annoncer les événements et porter les campagnes.

près de vous

Solidarité

Un bateau français pour Gaza
L'ANECR ainsi qu'une soixantaine d'organisations soutient la campagne « un bateau français pour Gaza » dont le but est d'alerter l'opinion sur l'enfermement du territoire palestinien et l'occupation de la Cisjordanie. L'idée outre d'interpeller les autorités politiques de notre pays et de sensibiliser l'opinion est aussi d'affréter un bateau chargé de matériels de solidarité d'ici six mois.

Rezé

Un avenir pour le Sud-Loire
La ville de Rezé vient d'officialiser son adhésion à l'association Sud-Loire avenir dont le but est de réfléchir et de travailler à l'avenir économique du Sud-Loire, en particulier après le départ de l'Aéroport de Nantes-Atlantique.

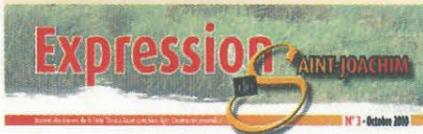
Une association qui, comme le transfert de l'Aéroport, est loin de convenir aux Verts rezéens qui crient à la menace que ferait peser ce transfert sur l'usine d'airbus. Pour Yann Vince, bien au contraire, le transfert de l'aéroport n'est pas une menace, « la construction aéronautique date des années 1930 et préexistait à l'aéroport. L'industrie aéronautique fait parti de l'identité même du Sud-Loire. C'est pourquoi il faut saisir l'opportunité du transfert de l'aéroport pour conforter la vocation industrielle du sud de l'agglomération avec notamment les activités développant les matériaux composites ».

CARENE

Les opposants à NDDL empêchent le débat démocratique
Colère des élus communistes de la CARENE suite à la suspension de séance due à des jets d'œufs et de purin d'orties alors que l'assemblée délibérait à propos de Notre-Dame-des-Landes. Les élus communistes indiquent qu'ils réprovent le rejet du débat démocratique et réaffirment leur engagement « sans équivoque pour que soient réalisées les infrastructures nécessaires au développement économique durable, social et humain... »

Saint-Joachim

Expression du groupe communiste



3ème livraison du 4 pages du groupe communiste Briérons qui s'interroge sur la politique d'urbanisme de la ville aujourd'hui au point mort.

Il reproche notamment le manque de vision de la majorité municipale sur le long terme dans une commune où la géographie particulière fait que seulement 2% des terres sont constructibles.

L'invité

■ Une catastrophe financière pour les Parcs Naturels Régionaux

Notre territoire national compte 46 parcs naturels régionaux. Ces parcs jouent un rôle essentiel dans la conservation de la biodiversité et dans l'impulsion d'un développement résolument durable. Depuis plusieurs années déjà, la Fédération des Parcs Régionaux s'est alarmée du désengagement manifeste de l'Etat avec une diminution constante des dotations allouées.

Aujourd'hui, de nouvelles inquiétudes sont soulevées avec le projet de réforme des collectivités territoriales.

Avec la suppression programmée de la clause générale de compétence, cette réforme sonnera-t-elle la fin des parcs naturels régionaux ?

Actuellement, 80% du financement des parcs sont assurés par l'Etat, l'Union européenne et les collectivités. Pour exemple le soutien régional au Parc Naturel Régional (PNR) de Brière pour 2010 est de 768 486 euros. La réforme prévoit de porter, dès 2012, la part d'autofinancement à 30% sans possibilité de cofinancements, affectant bien évidemment la capacité à mettre en œuvre un projet de territoire, d'autant que les syndicats mixtes ne disposent d'aucun levier fiscal.

En avril 2008, Nicolas Sarkozy dénonçait les compétences croisées des collectivités territoriales en parlant de « galimatias » : formule surprenante lorsque l'on parle de compétences complémentaires et partagées permettant la mise en œuvre de politiques publiques.

Lors de son congrès annuel, début octobre, Jean-Louis JOSEPH, président de la Fédération des Parcs, a demandé aux parlementaires, réunis en commission mixte paritaire le 3 novembre, que l'exception accordée aux domaines de la culture, du tourisme et du sport, soit élargie aux parcs naturels régionaux.

Autre sujet d'inquiétude, l'obligation pour tout syndicat mixte de passer par des structures intercommunales : cette disposition risque d'entraver la progression du nombre de parcs (22 projets à l'étude). En effet, de nombreux projets de PNR sont à cheval sur deux, voire trois régions, et plusieurs départements, et les délais de création risquent de dépasser largement le délai actuel de cinq à dix ans.

Décidément, les réformes se suivent et se ressemblent : plus on avance et plus la démolition de la charpente républicaine s'amplifie !



Véronique Mahé

Conseillère régionale - présidente de commission culture au Parc naturel de Brière - Conseillère municipale de St-Joachim

L'activité

■ Notre Dame des Landes

Le OUI unanime des collectivités de Loire-Atlantique

La question, aujourd'hui, n'est plus celle que posent Verts-Europe Ecologie et opposants au projet de transfert de l'aéroport de Bouguenais à Notre-Dame-des-Landes. Il y a belle lurette que le débat « pour ou contre l'aéroport » n'est plus d'actualité. Mais, sans doute, les premiers avions posés, certains, toujours en retard d'un projet, continueront de poser cette question.

La région des pays de la Loire, le Conseil Général de Loire-Atlantique, Nantes Métropole, la CARENE (voir les brèves) et Cap Atlantique ont donné leur aval au financement du nouveau projet dont nous exposons les modalités dans le précédent numéro des Nouvelles. L'ensemble des élus communistes siégeant dans ces collectivités ont d'ailleurs approuvé le financement de ce projet structurant dont les travaux vont commencer en 2014 pour une mise en service en 2017. Ils restent également attentifs à la question des dessertes et notamment à celle du tram-train dont Gilles Bontemps rappelle qu'« une double voie entre la Chapelle centre et la Babinière est prévue, précisément pour pouvoir raccorder l'aéroport au tram-train ».

L'aéroport vient de prendre son envol, un projet d'envergure qui répond parfaitement aux enjeux de développement économique de l'ensemble de notre région.

■ ADECR

Logement : L'association s'engage contre la politique du gouvernement

A l'occasion de son dernier congrès l'ANECR a lancé une campagne de pétition contre la politique du gouvernement qui prévoit de prélever pas moins de 340 millions d'euros par an, entre 2011 et 2013, sur les organismes HLM. L'ADECR de Loire-Atlantique relaie cette campagne sur son territoire. L'association s'insurge contre un projet injuste et inefficace que les locataires HLM vont devoir supporter. Une mesure qui représente pas moins de 2,5% des loyers collectés. Elle va également affaiblir les capacités d'investissement dans le neuf, et d'entretien du parc des organismes HLM.

Pour l'association ce projet est inacceptable au moment où les listes de demandeurs de logement s'allongent, où les difficultés de paiement sont monnaie courante parmi les locataires les plus modestes. Ils évoquent également les risques encourus en matière d'emploi dans le bâtiment : l'impact sur l'économie régionale est estimé à 72 millions d'euros soit l'équivalent de 800 emplois.

Ils demandent au gouvernement de revenir sur ses projets : celui de prélever 340 millions d'euros sur les organismes HLM, de ne pas appliquer le surloyer, de ne pas mettre de logements sociaux en vente, de faire appliquer la loi SRU et de mettre fin aux expulsions locatives.

■ Communautés urbaines

La colère des élu-e-s communistes

Raymond Lannuzel et Yann Vince, vice-présidents de Nantes Métropole étaient présents aux 38^{èmes} journées des communautés urbaines de France qui rassemblaient quelques 400 élus et techniciens les 14 et 15 octobre dernier à Toulouse.

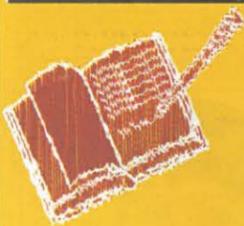
L'ensemble des élu-e-s communistes des communautés urbaines de France ont exprimé, à cette occasion, leur colère à l'encontre des différentes réformes qui viennent restreindre les capacités d'action des collectivités en faveur des citoyens.

Comme le rappellent les élu-e-s communistes, en 5 ans, les communautés urbaines ont injecté 48,7 milliards d'euros dans l'économie locale dont 15,3 milliards en investissement, dans des domaines aussi primordiaux que les transports, l'habitat, l'environnement, le développement économique et social, l'aménagement du territoire... Qu'en sera-t-il demain quand celles-ci seront privées de leurs ressources : gel des dotations, suppression de la taxe professionnelle, blocage du levier fiscal. Pour ces élu-e-s qui tiennent à réaffirmer leur « engagement total pour une solidarité des territoires », « le choix actuel du gouvernement est, au contraire, celui de la mise en concurrence des habitants, des territoires, et de la suppression ou la privatisation pure et simple des services publics. La concurrence libre et non faussée doit s'emparer du pactole que représente l'action quotidienne, moderne et efficace des collectivités et de leurs investissements ». Pour faire face, ils en appellent à la mobilisation du plus grand nombre avec l'objectif d'obtenir pour les communautés urbaines les moyens nécessaires à leur action.

COMMUNAUTÉS
URBAINES
DE FRANCE

38^e
journées
des communautés
urbaines de France

AUJOURD'HUI ET DEMAIN



St Herblain

Mercredi 3 novembre : Assemblée générale de la section au Centre socio culturel du sillon à 18H30.

Nantes

Mercredi 3 novembre : Comité local de la section à 18H00.

Journée de manifestations

Samedi 6 novembre : Appel intersyndicale pour une journée de manifestations dans toute la France.

Fédération

Mardi 16 novembre: Réunion du Conseil départemental à 18H30 à la fédération.

3 rivières

Vendredi 19 novembre : Assemblée générale de la section à Blain.

■ C'est quand qu'on va où ?



Tel était le thème du café politique proposé par les communistes de Savenay à l'occasion de leur 15^{ème} forum citoyen dans le cadre de la construction du pacte d'union populaire lancé par le Parti communiste français.

En pleine action sur les retraites, les communistes savenaisiens n'avaient pas ménagé leurs efforts pour préparer leur initiative. Distribution de leur journal sur le marché de la ville, signature de la pétition pour soutenir le projet de loi des députés communistes, fructueuse rencontre avec les lycéens en grève...

Tous les ingrédients

étaient donc réunis pour **donner la parole aux citoyens**. Ce fut le cas dans l'un des cafés du centre bourg en un frais vendredi soir où une vingtaine de personnes avait répondu à l'invitation.

Le démarrage de la discussion n'a pas traîné. **La force de l'action, le gain que porte ce mouvement social dans la bataille idéologique**, les responsabilités d'un pouvoir méprisant qui ne pense qu'à remettre en cause les acquis sociaux en ménageant les riches, autant de questions, entre autres, abordées par des participants différents dans leur approche politique mais convaincus des enjeux de la bataille présente. Si la moitié de l'assistance se prévalait d'être communiste, tous se sentaient bien dans l'initiative et participaient activement à la richesse de la discussion pour faire avancer les questions posées.

L'analyse du conflit social s'est vite déportée sur la situation et la suite politique après l'intervention d'une participante déclarant « **Je partage que Sarko prend aujourd'hui des coups et n'a plus de majorité dans l'opinion publique mais demain que fait-on ?** » Large débat auquel beaucoup de présents ont donné leurs avis et leurs sentiments. Après de longs échanges, une idée se dégage : **Il est urgent que les forces politiques soient en capacité de proposer une véritable alternative politique concrète et durable** aux français en prenant en compte leurs aspirations et en décidant clairement de s'attaquer aux forces de l'argent. « Mais, cela ne se fera pas sans les citoyens » déclare un autre participant qui propose de multiplier ces initiatives pour que le peuple prenne part à ses destinées. C'est ainsi que la décision est prise collectivement de proposer rapidement un nouveau forum pour aborder les questions concrètes sur le contenu d'une alternative politique de gauche dans notre pays.

■ Karl MARX revisité

28 personnes étaient réunies le vendredi 22 octobre pour « relire Marx au présent » à la Maison des Associations de Saint-Nazaire. C'était la première « université populaire » organisée par les communistes nazairiens. Un exposé, un casse croûte et un débat qui a passionné des participants qui en redemandent.

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU
Commission paritaire : N° 0310 I 86504
Imprimerie: IMPRAM Lannion
Composition: SEM Locminé
Responsable de la rédaction:
Jérôme TURMEAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél: 02 40 35 03 00 - Fax: 02 40 48 56 36
e-mail: redac.nla@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de:
Marie-Annick BENÂTRE
Yannick CHENEAU
Pedro MAIA
Jean-Yves MARTIN
Mireille PERNOT
Yann VINCE



Vite lu...

■ Soirée cubaine

L'Association France Cuba des Pays de la Loire organise une soirée cubaine avec l'orchestre « SABOR HABANA ».

La soirée aura lieu :

Le Samedi 13 novembre
à partir de 20H00
Salle Bonnaire (1 rue de Kouffra)
à Nantes

La soirée débutera à 20H00, une petite restauration et un bar sont prévus. Le prix d'entrée est de 10 euros et de 6 euros pour les chômeurs et les étudiants (sur justificatif).

Pour accéder à la salle Bonnaire :
Lignes de Bus 22 et 23 (arrêt chocolaterie)



Venez nombreux !



De la grève totale à la colère brute en direct de Donges !

Par Marc BERLAND

Colère et détermination. Ce sont les maîtres mots à la raffinerie Total de Donges. En soutien avec les grévistes, les camarades de la JC se sont rendus sur place samedi 23 octobre avec les cheminots pour soutenir les raffineurs. En grève depuis le 12

octobre, mettant à l'arrêt complet leur raffinerie, les travailleurs du site pétrolier forment le fer de lance du combat populaire contre la casse des retraites.

La pluie battante ne fait fléchir ni les drapeaux de la CGT ni les grévistes qui ont reconduit de façon écrasante la grève jusqu'au 30 octobre. Les cars de CRS qui gardent le dépôt voisin sont hués lorsqu'ils tentent de passer près du piquet de grève. La violence du gouvernement à la raffinerie de Grandpuits a marqué les esprits :



« Là bas, le préfet a réquisitionné l'ensemble des grévistes et surtout les syndiqués pour ravitailler les vacanciers et liquider les dépôts au profit des stations privées qui spéculent sur l'essence ! » indique un camarade de la CGT, indigné. « Nous, on est prêt à ravitailler les pompiers, les ambulances, les hôpitaux sans aucun problème. De toute façon, la raffinerie n'est pas bloquée, personne ne bloque les grilles. Les secours, le gouvernement s'en fout, ça ne rapporte pas de bénéfices ! ».

Le gouvernement se veut inflexible et s'empêtre dans ses mensonges. En repoussant l'âge de départ à la retraite, il prive d'emploi les jeunes qui galèrent à avoir un travail stable, et il réduit les pensions de nos aînés qui n'ont déjà pas les annuités pour une retraite décente. La décote sera d'autant plus grande car après 55 ans, plus d'embauche. Pour faire reculer le moment de sa chute, le gouvernement envoie les



CRS à 3h du matin chez les grévistes. **Travail obligatoire sous la menace des armes ou 5 ans de prison, des mesures d'exceptions d'une époque que l'ont croyait passée.**

Mais l'unité et la solidarité des salariés de la Raff' est toujours là, et ils savent que la population les soutient entièrement, et ils savent que l'on ne peut gagner sans eux.

Ils sont décidés, révoltés et organisés, pour vaincre la réforme et faire reculer le gouvernement.